



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## **Signature d'un avenant au contrat de crédit Sustainability Linked Loan (SLL) par Manitou Group pour aligner ses critères ESG avec sa stratégie LIFT**

**Ancenis, le 3 juin 2026** – Le groupe Manitou, référence mondiale de la manutention, de l'élévation de personnes et du terrassement, annonce la signature d'un avenant à son contrat de crédit Sustainability Linked Loan (SLL). Cette modification vise à aligner les indicateurs de performance extra-financière de ce financement avec les ambitions de sa nouvelle stratégie LIFT 2030 et sa feuille de route RSE mise à jour.

Cette ligne de crédit revolving (RCF) à impact environnemental et social, d'un montant de 535 millions d'euros, est adossée à une maturité courant jusqu'en juillet 2029.

Le mécanisme d'ajustement de la marge bancaire reste indexé sur l'atteinte d'objectifs annuels précis. Ces derniers s'articulent désormais autour de trois axes majeurs :

- Sécurité au travail : Réduction du taux de fréquence des accidents ;
- Offre éco responsable : Progression de la part du chiffre d'affaires générée par les solutions durables et leurs services associés ;
- Chaîne de valeur responsable : Augmentation du pourcentage de fournisseurs et partenaires engagés dans la mise en œuvre de standards éthiques et responsables.

Michel Denis, Directeur Général, a déclaré : « L'aménagement de notre contrat de crédit SLL marque une étape supplémentaire dans le renforcement de notre démarche de développement durable. En alignant nos instruments financiers sur les objectifs environnementaux et sociaux de notre feuille de route LIFT 2030, nous réaffirmons notre engagement en faveur de pratiques commerciales responsables et de la création de valeur à long terme pour l'ensemble de nos parties prenantes. »

Pour la structuration de cette opération, le groupe Manitou s'est appuyé sur son pool de partenaires bancaires : HSBC Continental Europe, agissant en qualité d'agent RSE et la Société Générale, en tant qu'agent du crédit. Jennifer Hinge, avocate du cabinet Auguste Debouzy est intervenu comme conseil juridique.